

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2019/14281]

12 JUIN 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant exécution de l'article 100, alinéa 2, du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, l'article 100, alinéa 2 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 septembre 2008 relatif à la collaboration entre les autorités mandantes et l'ensemble des services du secteur de l'aide à la jeunesse, les articles 2 à 5 ;

Vu le « test genre » du 18 janvier 2019 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 4 février 2019 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 février 2019 ;

Vu l'avis n<sup>o</sup> 181 du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse, donné le 23 avril 2019 ;

Vu la concertation prévue par l'accord de coopération-cadre du 27 février 2014 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la concertation intra-francophone en matière de santé et d'aide aux personnes et aux principes communs applicables en ces matières ;

Vu l'avis n<sup>o</sup> 66.115/2 du Conseil d'Etat, donné le 3 juin 2019 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Aide à la jeunesse ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Définitions

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1<sup>o</sup> administration : l'administration compétente, à savoir l'administration générale de l'aide à la jeunesse ;

2<sup>o</sup> décret : le décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse.

## CHAPITRE 2. — La cellule de liaison

**Art. 2.** Il est institué au sein de l'administration générale de l'aide à la jeunesse un service destiné à exécuter la mission visée à l'article 100, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret, dénommé « cellule de liaison ».

**Art. 3.** La cellule de liaison tient et met à jour quotidiennement une liste des prises en charge disponibles dans les services publics et agréés dont la mission est, même partiellement, la prise en charge de jeunes poursuivis du chef de faits qualifiés infractions.

La cellule de liaison utilise à cette fin un module informatique de gestion des disponibilités spécifique.

## CHAPITRE 3. — Communication entre la cellule de liaison et les tribunaux de la jeunesse

**Art. 4.** Lorsque le tribunal de la jeunesse contacte la cellule de liaison préalablement à une décision concernant un jeune poursuivi pour un fait qualifié infraction conformément à l'article 100, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret, la cellule de liaison lui fournit dans les meilleurs délais les informations relatives :

1<sup>o</sup> aux disponibilités de prise en charge dans le service que le tribunal envisage de mandater ;

2<sup>o</sup> aux disponibilités de prise en charge dans les autres services offrant une prise en charge adaptée en l'espèce ;

3<sup>o</sup> aux projets éducatifs des services concernés.

**Art. 5.** Le tribunal de la jeunesse communique sa décision à la cellule de liaison qui en informe le service concerné.

**Art. 6.** Les communications visées aux articles 4 et 5 ont lieu dans la forme déterminée par la cellule de liaison, au moyen des outils qu'elle met à la disposition des tribunaux de la jeunesse.

## CHAPITRE 4. — Communication des services publics et agréés à la cellule de liaison

**Art. 7.** Chaque service public visé à l'article 3 communique quotidiennement à la cellule de liaison le nombre de jeunes pris en charge et le nombre de prises en charge disponibles.

Chaque service public visé à l'article 3 communique immédiatement à la cellule de liaison toute prolongation ou fin anticipée de prise en charge et toute augmentation ou réduction de capacité temporaire ou définitive.

**Art. 8.** Chaque service agréé visé à l'article 3 communique quotidiennement à la cellule de liaison le nombre de jeunes pris en charge et le nombre de prises en charge disponibles.

Chaque service agréé visé à l'article 3 communique immédiatement à la cellule de liaison toute prolongation ou fin anticipée de prise en charge et toute augmentation ou réduction de capacité temporaire ou définitive.

En cas d'un refus de prise en charge pour un autre motif que le manque de place, le service agréé transmet le document indiquant la motivation de ce refus, prévu par l'article 25 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2018 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 139 du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, au tribunal de la jeunesse et à la cellule de liaison dans les vingt-quatre heures de la demande de la cellule de liaison.

**Art. 9.** Les communications visées aux articles 7 et 8 ont lieu dans la forme déterminée par la cellule de liaison, au moyen des outils qu'elle met à la disposition des services publics et agréés concernés.

CHAPITRE 5. — *Rapport annuel*

**Art. 10.** Chaque année, la cellule de liaison adresse au ministre un rapport qui comporte un état des lieux et des recommandations concernant le fonctionnement de la cellule, en ce compris la collaboration avec les tribunaux de la jeunesse et les services publics et agréés concernés, ainsi que les disponibilités de prises en charge des services publics et agréés concernés, notamment sur la base des données statistiques relatives aux demandes traitées et de l'analyse des motifs qui ont empêché la prise en charge du jeune dans le service envisagé par le tribunal de la jeunesse.

CHAPITRE 6. — *Dispositions abrogatoires et finales*

**Art. 11.** Les articles 2 à 5 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 septembre 2008 relatif à la collaboration entre les autorités mandantes et l'ensemble des services du secteur de l'aide à la jeunesse, modifiés par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 mai 2014, sont abrogés.

**Art. 12.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2019.

**Art. 13.** Le ministre ayant la protection de la jeunesse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 12 juin 2019.

Le Ministre-Président, en charge de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,

R. DEMOTTE

Le Ministre de la Jeunesse, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice,  
des Sports et de la Promotion de Bruxelles,

R. MADRANE

—————  
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/14281]

**12 JUNI 2019. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot uitvoering van artikel 100, tweede lid, van het decreet van 18 januari 2018 houdende het Wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 18 januari 2018 houdende het Wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, artikel 100, lid 2;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 september 2008 betreffende de samenwerking tussen de opdrachtgevende overheden en alle diensten in de sector hulpverlening aan de jeugd, de artikelen 2 tot en met 5;

Gelet op de "gendertest" van 18 januari 2019, uitgevoerd overeenkomstig artikel 4, tweede lid, 1<sup>o</sup>, van het decreet van 7 januari 2016 betreffende de integratie van de genderdimensie in alle beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 4 februari 2019;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 13 februari 2019;

Gelet op het advies van de Gemeenschapsraad voor hulpverlening aan de jeugd, gegeven op 23 april 2019;

Gelet op het overleg bepaald in het kaderakkoord tot samenwerking tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende het inter-Franstalig overleg inzake gezondheid en bijstand aan personen en betreffende gemeenschappelijke principes die op deze laatste van toepassing zijn

Gelet op advies nr. 66.115/2 van de Raad van State, uitgebracht op 3 juni 2019 overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste alinea, 2<sup>o</sup>, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten betreffende de Raad van State;

Op voorstel van de Minister van Hulpverlening aan de Jeugd;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Definities*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1<sup>o</sup> administratie: de bevoegde administratie, namelijk de algemene administratie voor hulpverlening aan de jeugd;

2<sup>o</sup> decreet: het decreet van 18 januari 2018 houdende het Wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming.

HOOFDSTUK 2. — *De verbindingscel*

**Art. 2.** Binnen de algemene administratie van de hulpverlening aan de jeugd wordt een dienst opgericht, genaamd 'verbindingscel' om de opdracht uit te voeren vermeld in artikel 100, eerste lid van het decreet.

**Art. 3.** De verbindingscel houdt dagelijks een lijst bij en werkt die bij, van de zorg die beschikbaar is in openbare en erkende diensten die, zelfs gedeeltelijk, de zorg verzorgen voor jongeren die vervolgd worden voor handelingen die als misdrijf zijn gekwalificeerd.

De verbindingscel gebruikt hiervoor een specifieke computermodule voor het beheer van de beschikbaarheid.

HOOFDSTUK 3. — *Communicatie tussen de verbindingscel en de jeugdrechtbanken*

**Art. 4.** Wanneer de jeugdrechtbank contact opneemt met de verbindingscel alvorens een beslissing te nemen over een jongere die wordt vervolgd voor een handeling die overeenkomstig artikel 100, eerste lid, van het decreet als strafbaar feit wordt aangemerkt, verstrekt de verbindingscel zo spoedig mogelijk informatie over:

1<sup>o</sup> de beschikbaarheid van opvang in de dienst die de rechtbank voornemens is in te schakelen;

2° de beschikbaarheid van opvang in andere diensten die in dat geval passende opvang bieden;

3° de educatieve projecten van de bedoelde diensten.

**Art. 5.** De jeugdrechtbank deelt zijn beslissing mee aan de verbindingscel, die de bedoelde dienst daarvan in kennis stelt.

**Art. 6.** De in de artikelen 4 en 5 bedoelde mededelingen worden gedaan in de vorm die door de verbindingscel wordt vastgesteld, met gebruikmaking van de instrumenten die de cel ter beschikking van de jeugdrechtbanken stelt.

#### HOOFDSTUK 4. — *Mededelingen van overheids- en erkende diensten aan de verbindingscel*

**Art. 7.** Elke in artikel 3 bedoelde overheidsdienst deelt dagelijks het aantal jongeren ten laste genomen en het aantal beschikbare mogelijkheden inzake tenlasteneming aan de verbindingscel mee.

Elke in artikel 3 bedoelde overheidsdienst stelt de verbindingscel onmiddellijk in kennis van elke verlenging of vroegtijdige beëindiging van de tenlasteneming en van elke tijdelijke of permanente capaciteitsverhoging of -vermindering.

**Art. 8.** Elke erkende dienst als bedoeld in artikel 3 deelt dagelijks het aantal jongeren ten laste genomen en het aantal beschikbare mogelijkheden inzake tenlasteneming aan de verbindingscel mee.

Elke erkende dienst als bedoeld in artikel 3 stelt de verbindingscel onmiddellijk in kennis van elke verlenging of vroegtijdige beëindiging van de tenlasteneming en van elke tijdelijke of permanente capaciteitsverhoging of -vermindering.

In geval van weigering tot tenlasteneming om andere redenen dan het gebrek aan plaatsen, zendt de erkende dienst het document met de redenen voor deze weigering over, zoals bepaald in artikel 25 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 december 2018 betreffende de algemene voorwaarden voor de goedkeuring en toekenning van subsidies voor de diensten bedoeld in artikel 139 van het decreet van 18 januari 2018 houdende het Wetboek van preventie, de dienst hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, de jeugdrechtbank en de verbindingscel binnen 24 uur na de aanvraag van de verbindingscel.

**Art. 9.** De in de artikelen 7 en 8 bedoelde mededelingen worden gedaan in de door de verbindingscel vastgestelde vorm met behulp van de instrumenten die de cel ter beschikking stelt van de overheids- en erkende diensten.

#### HOOFDSTUK 5. — *Jaarverslag*

**Art. 10.** Elk jaar stuurt de verbindingscel aan de minister een verslag met een inventaris en aanbevelingen betreffende de werking van de cel, met inbegrip van de samenwerking met de jeugdrechtbanken, de betrokken overheids- en erkende diensten, alsook de beschikbaarheid van plaatsen voor tenlasteneming van de betrokken overheids- en erkende diensten, inzonderheid op basis van de statistische gegevens met betrekking tot de behandelde aanvragen en een analyse van de redenen die de jongere beletten om te worden opgevangen in de dienst die de jeugdrechtbank wou kiezen.

#### HOOFDSTUK 6. — *Opheffings- en slotbepalingen*

**Art. 11.** De artikelen 2 tot en met 5 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 september 2008 betreffende de samenwerking tussen de opdrachtgevende overheden en alle diensten in de sector hulpverlening aan de jeugd, zoals gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 mei 2014, worden opgeheven.

**Art. 12.** Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2019.

**Art. 13.** De minister die bevoegd is voor jeugdbescherming is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 12 juni 2019.

De Minister-President, belast met Gelijke kansen en Vrouwenrechten,  
R. DEMOTTE

De Minister van Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel,  
R. MADRANE

### MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2019/14282]

#### 12 JUIN 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services qui mettent en œuvre un projet éducatif particulier

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, les articles 143 et 149 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services qui mettent en œuvre un projet pédagogique particulier, tel que modifié le 24 mars 2003 et le 17 juin 2004 ;

Vu le « test genre » du 11 janvier 2019 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 29 janvier 2019 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 12 mars 2019 ;

Vu la concertation prévue par l'accord de coopération-cadre du 27 février 2014 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la concertation intra-francophone en matière de santé et d'aide aux personnes et aux principes communs applicables en ces matières ;

Vu l'avis n° 182 du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse, donné le 23 avril 2019 ;

Vu l'avis n° 66.133/2 du Conseil d'Etat, donné le 3 juin 2019, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;